

RAPPORT N° 2022/3-26
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 30 juin 2022

OBJET

AMENAGEMENTS TOURISTIQUES DE LA BERGE GAUCHE DE LA RIVIERE SAINTE-SUZANNE (PORTION COMPRISE ENTRE L'EMBOUCHURE ET LE PONT DU CENTRE VILLE) – AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS DE L'EUROPE ET DE L'ETAT AU TITRE DE LA MESURE 7.5.5 – AMENAGEMENT DE L'ATTRACTIVITE RESIDENTIELLE ET TOURISTIQUE DES COMMUNES DES HAUTS- DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL EUROPEEN (PDR) / FEADER 2014-2020 - VALIDATION DU PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF ACTUALISE

Le 16 décembre 2021 le Bureau de la communauté a validé le plan de financement actualisé des travaux d'aménagement touristique de la berge gauche de la Rivière Sainte-Suzanne afin de tenir compte des coûts supplémentaires induits par la nécessité de lancer des études réglementaires conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 09 décembre 2020 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement qui soumet la réalisation du projet à évaluation environnementale.

Pour rappel le plan de financement actualisé s'établissait comme suit :

	Montant en € TTC	Montant en € HT	Europe	Etat	Cinor*
dépenses totales éligibles	813 750,00 €	750 000,00 €	450 000,00 €	150 000,00 €	150 000,00 €
dépenses éligibles en %		100%	60%	20%	20%

*** + pré financement de la TVA : 63 750 €**

Cette opération s'inscrit dans le cadre des actions prioritaires issues du plan de gestion de la rivière Sainte-Suzanne (PGRSS) et correspond à une première tranche de travaux qui porte sur l'aménagement de la berge gauche, qui s'étend sur une superficie de 1,2 hectares (soit de l'embouchure jusqu'au pont du centre-ville) et dont le programme est le suivant :

- Prolongement du sentier littoral par bande stabilisée sur l'ensemble du tronçon depuis la route Digue jusqu'au pont du centre-ville ;
- Démolition des équipements obsolètes (kiosques, bancs, BBQ...) ;
- Aménagements d'un parking de 9 places pour véhicules légers ;
- Implantation de barrière d'accès avec chicanes permettant de réglementer l'accès aux véhicules de service, aux piétons.

Toutefois, en raison de la conjoncture économique actuelle, le coût de l'opération, tel qu'il en ressort au stade DCE est passé de 750 000,00 € HT (études comprises) à 929 654,65 € HT (soit 1 008 675,30 € TTC).

Il convient donc d'actualiser et de valider le plan de financement définitif de l'opération au titre de la mesure 7.5.5 – aménagement de l'attractivité résidentielle et touristique des communes des hauts, du Programme de développement rural européen (PDR) / FEADER 2014-2020, comme suit :

	Montant en € TTC	Montant en € HT	Europe	Etat	Cinor*
dépenses totales éligibles	1 008 675,30 €	929 654,65 €	557 792,79 €	185 930,93 €	185 930,93 €
dépenses éligibles en %		100%	60%	20%	20%

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-26-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022

*** + pré financement de la TVA : 79 020,65 €**

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le plan de financement définitif actualisé de l'opération d'aménagement touristique de la berge gauche de la rivière Sainte-Suzanne (portion comprise entre l'embouchure et le pont du centre-ville) au titre de la mesure 7.5.5 – aménagement de l'attractivité résidentielle et touristique des communes des hauts, du Programme de Développement Européen (PDR) / FEADER 2014-2020 sur la base d'un montant total de l'opération établi à 929 654,65 € HT ;
- Valider la participation financière prévisionnelle de la CINOR à hauteur de 185 930,93 € HT pour la réalisation de ces travaux, soit 20 % du montant hors taxe du coût de l'opération.
- M'autoriser à solliciter la subvention correspondante auprès de l'Europe et de l'Etat sur la base du plan de financement définitif actualisé proposé.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2022/3-26
du Bureau de la Communauté
en séance du 30 juin 2022**

OBJET : AMENAGEMENTS TOURISTIQUES DE LA BERGE GAUCHE DE LA RIVIERE SAINTE-SUZANNE (PORTION COMPRISE ENTRE L'EMBOUCHURE ET LE PONT DU CENTRE VILLE) – AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS DE L'EUROPE ET DE L'ETAT AU TITRE DE LA MESURE 7.5.5 – AMENAGEMENT DE L'ATTRACTIVITE RESIDENTIELLE ET TOURISTIQUE DES COMMUNES DES HAUTS- DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL EUROPEEN (PDR) / FEADER 2014-2020 - VALIDATION DU PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/3-26 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement définitif actualisé de l'opération d'aménagement touristique de la berge gauche de la rivière Sainte-Suzanne (portion comprise entre l'embouchure et le pont du centre-ville) au titre de la mesure 7.5.5 – aménagement de l'attractivité résidentielle et touristique des communes des hauts, du Programme de Développement Européen (PDR) / FEADER 2014-2020 sur la base d'un montant total de l'opération établi à 929 654,65 € HT comme suit :

	Montant en € TTC	Montant en € HT	Europe	Etat	Cinor*
dépenses totales éligibles	1 008 675,30 €	929 654,65 €	557 792,79 €	185 930,93 €	185 930,93 €
dépenses éligibles en %		100%	60%	20%	20%

*** + pré financement de la TVA : 79 020,65 €**

ARTICLE 2

De valider la participation financière prévisionnelle de la CINOR à hauteur de 185 930,93 € HT pour la réalisation de ces travaux, soit 20 % du montant hors taxe du coût de l'opération.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à solliciter la subvention correspondante auprès de l'Europe et de l'Etat sur la base du plan de financement définitif actualisé proposé.

Nombre de votants : 12
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-26-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022